l'unité 35
Journal de la Fédération du Parti Socialiste d'Ille-et-Vilaine
ISSN : 0760 - 5404
N° 211 - MARS - AVRIL 2010 - 0,76 EURO

Régionales

Sylvie ROBERT

Serge BOUDET

Isabelle THOMAS

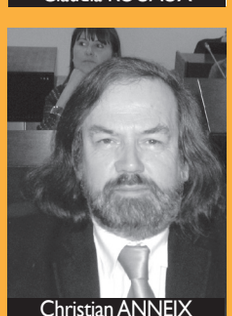
Anne PATAULT

Pierrick MASSIOT

Bernard POULIQUEN

Claudia ROUAUX

Maria VADILLO


Christian ANNEIX

Loïg CHESNAIS-GIRARD

Hind SAOUD

«Notre victoire nous engage vis-à-vis des Bretonnes et des Bretons»
Jean-Yves Le Drian

sommaire

Vie fédérale :
Une énorme mobilisation militante pour une victoire éclatante page 2
Sous les projecteurs - Tous les résultats - **Edito :** page 3
Dossier : Une équipe régionale rénovée : pp 4 et 5
MJS - Justice page 6
Tribune de Marcel Rogemont - Jean-Michel Boucheron page 6
Entretien avec Marie-Françoise Roy et Marie-Paule Aude-Drouin page 7
Culture et Société : Oui à la prévention de l'homophobie et de toutes les intolérances page 8

Régionales 2010

Déclaration de candidature de J.-Y. Le Drian à la Présidence

Anne Patault
lors de l'élection du Président de Région

Désormais, l'heure est à l'action pour la Bretagne, cette Bretagne qui nous réunit aujourd'hui pour son avenir. Les enjeux de demain sont considérables : la crise qui dure, les mutations difficiles mais indispensables du modèle breton, l'urgence environnementale. La tâche est immense mais nous avons su par le passé relever d'autres défis aussi difficiles.
Je veux une Bretagne forte, équilibrée et inventive.
Une Bretagne forte, c'est d'abord une Bretagne qui fait confiance à sa jeunesse, sa première énergie. Je mettrai en place une Charte d'engagement à l'égard des jeunes pour garantir : un jeune, un toit ; un jeune une qualification ; un jeune, un projet.
C'est une Bretagne qui assure la métamorphose de son économie. Il faut muter pour répondre aux enjeux de demain : développement durable, innovation accélérée, internationalisation et nouveaux marchés de l'avenir. Nous entrons dans une nouvelle économie. C'est pourquoi je veux faire franchir à l'Agence économique de Bretagne une nouvelle étape pour en faire pleinement la «Maison de l'économie et de l'innovation». L'économie de transition devra s'accompagner d'une sécurisation de l'emploi et des parcours de formation.
C'est une Bretagne qui garantit son avenir agricole. La crise qui en traverse tous les secteurs sous les effets de la dérégulation et de la concentration est sans précédent. Je veux réconcilier la Bretagne avec ses agriculteurs. La session de juin sera consacrée à l'élaboration de ce projet pour l'agriculture bretonne du XXI^{e} siècle.
Une Bretagne équilibrée, c'est une Bretagne de l'accessibilité. Pour le ferroviaire, l'effort sera poursuivi. Pour le numérique, le chantier du très haut débit et des nouveaux usages pour tous s'ouvrira à l'Ouest.
C'est une Bretagne de la cohésion territoriale. Pour que le renouveau démographique soit une chance partagée, toutes nos politiques doivent viser à l'équilibre territorial : politique d'aménagement du territoire dans le cadre des Pays, politique portuaire, politique universitaire, politique économique, politique foncière.

Une Bretagne inventive, c'est une Bretagne qui fait le pari de l'intelligence. Je veux porter l'Université européenne de Bretagne vers le campus numérique et le campus d'excellence.
C'est une Bretagne de l'exigence écologique, une région éco-pionnière qui passe au crible de l'impératif écologique toutes les politiques publiques qu'elle engage dans le prolongement logique de l'Agenda 21. Je propose que l'exercice budgétaire soit calculé à la fois en euros et en équivalent d'émission de CO_2. Je veux aussi mobiliser pour gagner la bataille de l'eau.
C'est une Bretagne qui fait le pari de la convivialité culturelle. Cette Bretagne fédératrice, musicale, artistique, festive, fière de ses langues et de ses traditions, fière de son identité sans jamais céder à l'identitaire.
Pour porter cette ambition pour notre région, je suis à nouveau candidat à la Présidence du Conseil régional de Bretagne.

Jean-Yves Le Drian,
le 26 mars 2010

Les 52 Conseillers régionaux de la majorité ovationnent l'élection de Jean-Yves Le Drian à la Présidence de la Région de Bretagne.

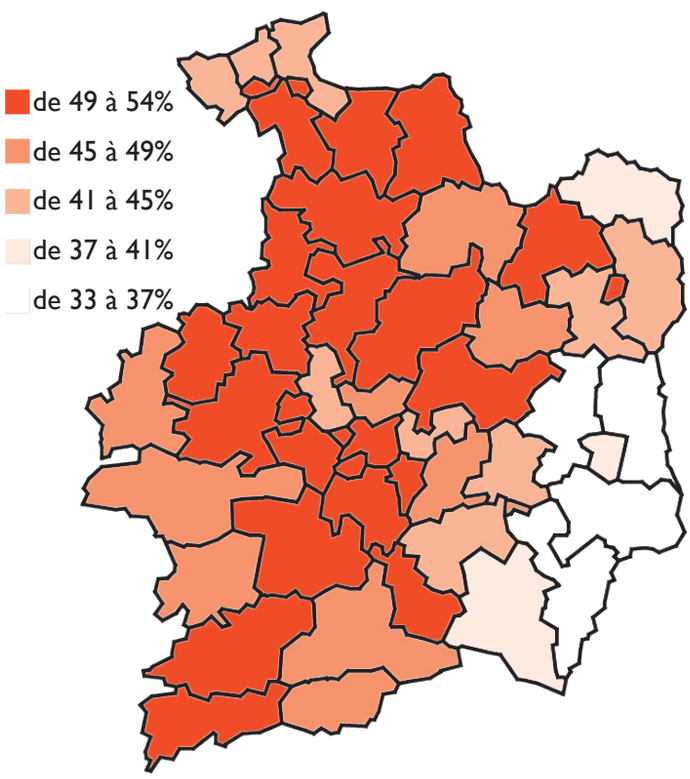
Une campagne de terrain

Une campagne de terrain menée tambour battant entre le 30 janvier et le 21 mars qui peut se résumer par ces chiffres en Ille-et-Vilaine :

- une cinquantaine de marchés,
- une quarantaine de réunions publiques,
- 30 000 contrats socialistes,
- 1 800 bilans,
- 60 000 cartes Bretagne solidaire, créative et responsable
- 100 000 cartes 12 engagements,
- 300 000 journaux 4 pages,
- 2 000 programmes,
- 150 000 tracts imprimés à la Fédération
- 4 000 affiches,

A la Ferme de la Harpe le 21 mars 2010

RÉSULTATS DE LE DRIAN AU SECOND TOUR



Sous les projecteurs

Les résultats

CANTON	PREMIER TOUR	SECOND TOUR
Antrain	32,87%	47,84%
Argentré-du-Plessis	22,16%	32,61%
Bain-de-Bretagne	32,77%	48,56%
Bécherel	36,29%	50,01%
Cancale	33,52%	44,72%
Châteaubourg	32,09%	43,60%
Châteaugiron	36,54%	48,94%
Châteauneuf-d'I.-et-V.	34,96%	49,51%
Combourg	36,52%	49,98%
Dinard	33,02%	42,65%
Dol-de-Bretagne	36,51%	50,45%
Fougères S. & N. rural	30,81%	41,81%
Grand-Fougeray	29,43%	47,07%
La-Guerche-de-Bretagne	21,51%	33,45%
Guichen	38,67%	52,54%
Hédé	41,69%	52,61%
Janzé	29,83%	42,82%
Liffré	42,31%	51,92%
Louvigné-du-Désert	26,00%	38,18%
Maure-de-Bretagne	33,24%	49,12%
Montauban	37,71%	49,76%
Montfort-sur-Meu	39,86%	51,59%
Mordelles	40,15%	51,58%
Pipriac	35,99%	51,97%
Pleine-Fougères	34,05%	50,08%
Plélan-le-Grand	34,71%	48,45%
Redon	38,45%	50,06%
Gévezé, Pacé, Parthenay	36,11%	45,11%
Betton	39,24%	48,05%
Retiers	26,93%	39,03%
Saint-Aubin-d'Aubigné	38,63%	50,54%
Saint-Aubin-du-Cormier	36,67%	48,29%
Saint-Brice-en-Coglès	36,14%	49,44%
Saint-Méen-Le-Grand	33,84%	47,47%
Saint-Malo Sud rural	39,82%	50,27%
Le-Sel-de-Bretagne	33,25%	49,88%
Tinténiac	39,13%	52,50%
Vitré Est & Ouest rural	23,08%	35,99%
Cesson-Sévigné	36,33%	43,84%
Chantepie & Vern	39,71%	52,86%
Bruz	38,94%	50,15%
Saint-Jacques & Vezin	43,05%	53,57%
Saint-Malo Ville	33,42%	44,37%
Fougères Ville	40,97%	51,56%
Rennes Ville	39,68%	50,54%
Vitré Ville	30,20%	39,41%
CANTONS RENNAIS		
Canton Centre	*30,79%*	*38,54%*
Canton Centre-Ouest	*36,48%*	*47,35%*
Canton Nord-Ouest	*46,10%*	*58,66%*
Canton Nord	*39,11%*	*49,82%*
Canton Nord-Est	*37,57%*	*47,93%*
Canton Est	*36,03%*	*46,92%*
Canton Sud-Est	*43,16%*	*54,83%*
Canton Le Blosne	*47,68%*	*61,44%*
Canton Bréquigny	*43,91%*	*56,31%*
Canton Centre-Sud	*40,54%*	*50,07%*
Canton Sud-Ouest	*39,51%*	*49,04%*
ILLE-ET-VILAINE	***36,33%***	***47,99%***
BRETAGNE	***37,19%***	***50,27%***

Edito

Par
Frédéric BOURCIER,
Premier Secrétaire Fédéral

De 2010 à 2012

Rennes Le Blosne, bureau 245, 1046 inscrits, la candidate socialiste à la présidentielle de 2007 y a fait un score de 380 voix et 590 voix respectivement aux 1er et 2e tours. A l'époque la participation avait frôlé les 80%, elle dépasse à peine les 30% pour les Régionales.

Si je m'arrête sur ce bureau, c'est qu'il donne parmi les meilleurs scores à la liste conduite par Jean-Yves Le Drian — 46% au premier tour et 69% au second —. Sur ce bureau le nombre de votants a progressé de 13% entre les 2 tours, avec un porte-à-porte (788 portes sur ce bureau !) des militants socialistes. C'est sur ce territoire que le nombre de votants progresse le plus : +102 voix en progression de 69%, passant de 149 à 251.

A travers ces résultats, nous voyons tout le potentiel mais aussi tout le chemin à parcourir d'ici 2012. Les décrochages économiques, social puis citoyen expliquent en partie cette abstention, mais nous avons beaucoup entendu que cette élection, comme beaucoup d'autres, ne changerait pas la vie.

Changer la vie est un slogan qui garde toute son actualité pour ceux qui prennent la crise de plein fouet, pour ceux qui sont victimes de discriminations, pour ceux qui attendent l'Egalité réelle dans notre République métissée.

D'ici 2012, nous n'avons que des devoirs. Le premier est de continuer à contrer la politique gouvernementale, qui n'a de cesse de fragiliser les piliers du modèle français. Le second est d'organiser la compétition entre les candidats de manière à promouvoir un débat politique et non une querelle d'égos, en évitant déchirements et divisions devant cette France qui souffre du sarkozysme. Le troisième est de mobiliser les Français pour que le projet de la Gauche soit d'abord le leur. Enfin, la lisibilité de ce projet sera nécessaire pour que chacun puisse s'en emparer, s'y reconnaître et le porter. Justice sociale, développement économique durable, libertés individuelles et collectives, nouveaux droits pour chaque génération, moteur européen, les sujets ne manquent pas pour une gauche offensive et crédible.

Avec les Français, travaillons à préparer l'alternance de 2012.

UNE ÉQ

Dans notre département, la victoire du 21 mars a permis à 14 membres de la liste de Jean-Yves Le Drian (Parti Socialiste, Bretagne Ecologie, Parti Communiste) d'être élus au Conseil régional. L'Unité 35 a souhaité vous présenter les cinq socialistes qui siègeront pour la première fois dans cette assemblée.

Christian Anneix

59 ans, 2 enfants

Musicien, j'ai participé au renouveau des fest-noz et j'ai fait des tournées en France et à l'étranger pour donner à voir et à entendre la musique bretonne. Impliqué dans la vie associative, le mouvement des professionnels du spectacle et le champ politique, au PS depuis 97, je suis depuis 15 ans conseiller municipal à Cesson : 13 ans dans l'opposition, je deviens, après la victoire de 2008, adjoint à la Culture et au Patrimoine.

La campagne des régionales a été très active : réunions publiques, distributions dans les quartiers ou sur les marchés, rencontres avec des mytiliculteurs, des ostréiculteurs, des légumiers mais aussi des chefs d'entreprise ou des acteurs culturels... Déjà candidat en 2004, j'ai pu mesurer la différence avec, cette fois-ci, un Président bien identifié et un bilan. L'enthousiasme de la liste départementale a été constant et c'est avec joie et émotion que j'ai vécu la soirée du 21 mars.

Je souhaite maintenant participer à toute action qui permette aux Bretons de mieux s'approprier le Conseil Régional ; que ce dernier soit au plus près de ses habitants dans leur vie quotidienne et que les Bretons aient encore plus le sentiment d'appartenance à cette région si singulière qu'est la Bretagne.

Claudia Rouaux

46 ans, 2 enfants

Arrivée à Montfort en 1978, mon militantisme associatif m'a conduit vers la vie publique et politique. Après un 1er mandat de conseillère municipale d'opposition de 1995 à 2001, je suis devenue 1re adjointe auprès de Victor Préauchat de 2001 à 2008. Aujourd'hui, je suis à la tête de l'opposition montfortaise.
Cette campagne des régionales était, à titre personnel, ma huitième campagne et je dois dire qu'elle a été la plus facile et la plus agréable et de ce fait, très motivante. Le nom de Jean-Yves Le Drian était excellemment bien perçu, et la présence, auprès de nous, des écologistes et des communistes, a permis d'établir d'autres dialogues auprès des électeurs et électrices. A aucun moment, je n'ai connu le stress et les moments d'incertitude des autres campagnes.
Ma présence dans les gares m'a permis de mesurer à la fois la satisfaction des usagers concernant la politique ferroviaire de la Région et la difficulté qu'ils rencontrent pour se stationner. J'entends bien, au-delà de cette campagne, rester à l'écoute des usagers et tout mettre en œuvre pour résoudre leurs difficultés.
C'est de cette façon que j'envisage mon action dans ce nouveau mandat : être une élue de proximité, disponible, rigoureuse et responsable.

Anne Patault

55 ans - 2 enfants

Née en 1955 à Quimper, je vis dans le Pays de Redon (à Renac) depuis 25 ans.
Mon engagement au PS date de

AU CONSEIL

QUIPE RÉNOVÉE

Dossier préparé par
Jean-Marie Lion et ***Jean-François Picaut***

Loïg Chesnais-Girard

32 ans et 2 enfants

Salarié d'un établissement bancaire depuis 2001, je suis chargé d'un portefeuille d'entreprises depuis 6 ans. Côté vie citoyenne, j'ai été élu conseiller municipal de 1995 à 2001. Après un mandat d'adjoint au maire, j'ai été élu maire de Liffré en mars 2008. Je préside depuis cette date la Communauté de Communes du Pays de Liffré. Je partage depuis lors mon temps entre mon activité professionnelle, à mi-temps, et ma fonction d'élu local.

La campagne des élections régionales, portée en Ille-et-Vilaine par Sylvie Robert, a été un moment fort pour l'ensemble de l'équipe. Rencontres, visites d'entreprises, porte à porte et réunions publiques ont rythmé ces semaines dans une ambiance studieuse et chaleureuse.

Au-delà de l'espoir qu'elle porte pour l'avenir, la victoire du 21 mars va permettre à l'équipe conduite par Jean-Yves de poursuivre les actions conduites depuis 2004 au profit de notre Région. Je suis très heureux de pouvoir m'y investir et y contribuer.

Hind Saoud

Mariée - 31 ans

Née au Maroc et arrivée en France à l'âge de 5 ans dans le cadre du regroupement familial, je découvre alors le PS via François Mitterrand auquel mes parents sont très attachés. J'ai d'abord milité dans la lutte contre le racisme et à l'UNEF-ID. Sympathisante, j'ai adhéré au PS en 2007 pour contribuer concrètement à son renouvellement. Militante à Rennes-Bréquigny, j'ai été élue conseillère municipale déléguée à la Politique de la Ville auprès de Daniel Delaveau.
Les régionales ont élargi le champ d'action de ma section. Elles nous ont surtout permis d'intégrer les nouveaux militants de 2008 et 2009. J'apprécie ces moments-là. Une campagne offre l'occasion de rencontrer les habitants. J'ai été frappée par la différence avec 2008, ayant ressenti une plus grande souffrance, des gens de plus en plus isolés, inquiets pour l'avenir de leurs enfants.
Socialistes, nous devons remonter aux niveaux local et national du PS les difficultés économiques et sociales subies par nos concitoyens. Il y a urgence à appliquer nos programmes et à définir notre projet pour 2012. Ce nouveau mandat m'invite à beaucoup d'humilité et de travail au sein du Conseil Régional. Je porterai les inquiétudes des jeunes de nos quartiers populaires, plus fortement touchés par la crise.

2002 ; adhérer a été ma réaction au choc du 22 avril. J'ai fait l'apprentissage de la vie de militante dans la section de Redon. J'ai alors pris goût aux campagnes électorales : en 2007 j'ai participé à la campagne de Jean-René Marsac, député ; en 2008, j'ai été candidate aux sénatoriales ; en 2009, j'ai fait campagne comme suppléante du Conseiller général Jean-François Guérin. Trois campagnes, trois réussites, voilà qui donne confiance !
La campagne des régionales ne m'a pas déçue : dynamisée par un programme, une équipe et un leader et soutenue par des militants et sympathisants sur le terrain, j'ai fait une campagne de proximité. Même si le scrutin régional est un scrutin de liste, les électeurs aiment identifier un candidat local, proche d'eux.
Me voilà élue : je vais découvrir la vie de l'Institution et localement, m'efforcer d'assurer une continuité dans les dossiers, particulièrement ceux de la mutation industrielle du Pays.

L RÉGIONAL

MJS

Suppression du juge d'instruction : une régression démocratique !

Le débat actuel sur la suppression du juge d'instruction cache un problème bien vaste, celui de l'indépendance de la justice. Force est de constater aujourd'hui que l'ambition républicaine d'avoir une véritable tripartition des pouvoirs est laissée à la marge. Les projets du gouvernement en matière judiciaire portent en effet un coup fatal à l'effectivité de l'Etat de droit dans notre pays ; ils remettent purement et simplement en cause les conditions les plus élémentaires d'un fonctionnement démocratique de notre société.

Réforme de la carte judiciaire unilatérale, multiples convocations et avertissements des magistrats et procureurs ne respectant pas à la lettre les directives du ministère (notamment sur les peines planchers), mainmise de l'exécutif sur le Conseil national de la Magistrature sont autant d'exemples qui illustrent l'accroissement de la subordination des acteurs de notre justice à l'exécutif.

Après quelques fiascos judiciaires retentissants, la fonction du magistrat instructeur peut certes sembler difficile à défendre. Le système français de l'instruction présente pourtant un grand avantage, celui de l'indépendance garantie par son inamovibilité et la gestion de sa carrière par le Conseil supérieur de la magistrature (CSM). Tel n'est pas le cas bien au contraire pour les procureurs généraux qui à l'inverse sont nommés, comme les préfets, en Conseil des ministres quand bien même le CSM viendrait à y apporter un avis défavorable.

Transférer les pouvoirs d'un magistrat indépendant, le juge d'instruction, à un magistrat qui ne l'est pas, le procureur, aura donc pour conséquence de confier les affaires judiciaires les plus compliquées et les plus sensibles au ministère public soumis hiérarchiquement au Garde des Sceaux. Retarder, étouffer ou manipuler les dossiers gênants sera alors plus facile.

Le gouvernement fait ainsi le choix d'effacer les pouvoirs de la magistrature de l'instruction au profit du parquet, dont les prérogatives n'ont cessé d'être développées depuis quelques années. La réforme annoncée par le gouvernement va aggraver cette évolution en donnant des pouvoirs accrus au ministère public, sans remédier pour autant au soupçon qui pèse sur son impartialité. Or les dégâts causés dans l'opinion publique par le soupçon qui pèse sur la justice sont considérables, la République n'étant fondée à exiger des citoyens l'obéissance aux lois que si elle est capable de leur garantir une justice impartiale et indépendante.

Enfin le juge d'instruction aujourd'hui est d'abord la garantie pour tous les justiciables que toute procédure est menée de la même façon. Supprimer cette autorité impartiale remet très clairement en cause l'égalité de tous devant la justice puisqu'il est bien évident que seuls les justiciables les plus aisés auront la possibilité de faire valoir leur défense et leurs prétentions comme il se devrait.

Martin MEYRIER

Tribune libre

Les dangers de la prétendue réforme territoriale

Samedi 27 mars, Martine Aubry, Laurent Fabius et Elisabeth Guigou ont dénoncé, au cours d'un rassemblement des élus, les dangers de la réforme des collectivités territoriales.

Je voudrais attirer votre attention sur une disposition particulièrement pernicieuse.

Le scrutin à un tour, en cours de discussion à l'Assemblée, met l'électeur directement face à la responsabilité de choisir en une seule fois la personnalité qu'il choisit pour gérer la «cité», quelle soit communale, départementale, régionale ou nationale. Cela favorise une vie politique fondée sur le bipartisme à l'instar de ce qui prévaut dans les pays anglo-saxons. Le scrutin à deux tours, favorise, quant à lui, une plus grande expression politique et fait partie des usages français de la démocratie.

La question qui se pose alors est de savoir si en France, avec la cinquième République qui favorise déjà la bipolarisation de la vie politique, il convient de la renforcer davantage avec un scrutin à un tour ?

Cependant ce débat ne doit pas cacher d'autres intentions moins avouables. Ainsi, la victoire nette de la gauche lors des élections régionales n'est contestée par personne. Même le Premier ministre en a pris acte, même si, au début de la campagne, la droite entendait bien reprendre plusieurs régions à la gauche. La question qui se pose maintenant est de savoir quel aurait été le résultat des élections régionales avec le nouveau mode d'élection en cours de discussion au Parlement. Le résultat est sans appel : huit régions qui étaient détenues par la gauche seraient passées à droite.

Moralité : Quand le Président Sarkozy défend le scrutin à un tour, ça n'est pas sans arrière pensée. Il entend ainsi confisquer la démocratie à son seul profit.

Marcel Rogemont
Député d'Ille-et-Vilaine

Questions à l'ambassadeur d'Israël

Récemment reçu par la Commission des Affaires étrangères, Monsieur Daniel Shek, ambassadeur d'Israël, a présenté son approche des menaces au Proche-Orient.

Jean-Michel Boucheron, député d'Ille-et-Vilaine, l'a interrogé sur la création d'un Etat Palestinien et la nécessaire officialisation de la force de dissuasion nucléaire israëlienne.

Voici l'adresse de la vidéo où Jean-Michel Boucheron s'exprime (3 minutes 39) :
http://jmboucheron.fr/siteWP/?p=4309

L'adresse de la totalité de la vidéo se trouve également sur son site : http://www.jmboucheron.fr/

Entretien

LE FÉMINISME
une question d'actualité ?

Marie-Françoise Roy

Entretien avec
Marie-Françoise Roy,
Professeur à l'Université de Rennes 1,
Fondatrice de l'association
Femmes et Mathématiques.
et **Marie-Paule Aude-Drouin**,
Membre du conseil d'administration
du Centre d'Information
des Droits des Femmes et des Familles.

Pouvez-vous nous rappeler en quelques mots l'origine de votre engagement féministe et le domaine d'investissement qui est le vôtre ?

Marie-Françoise Roy : L'énergie des femmes, leur intelligence m'ont toujours émerveillée. Mathématicienne, travaillant dans une discipline où les femmes sont assez peu présentes, j'ai été fondatrice de l'association Femmes et Mathématiques et suis coordinatrice du réseau European Women in Mathematics. J'ai été présidente de la Société Mathématique de France. Je suis aussi une passionnée d'Afrique, et ai co-écrit le livre « Lougou et Saraouniya » sur une reine-prêtresse animiste au Niger qui lutte pour être reconnue à sa juste place. Pour moi, le combat des femmes ne connaît pas de frontière thématique ou géographique, il ne se divise pas.

Marie-Paule Aude-Drouin : Dans mes fonctions de Conseillère d'Orientation Psychologue puis de directrice de CIO, il y avait un souci de prévention des décisions d'orientation subies par choix d'habitudes familiales, de classes ou de sexe.
Au rectorat, j'ai accepté la fonction de «Chargée du dossier de l'orientation des filles». Deux exemples d'actions : sensibilisation des enseignants aux stéréotypes de sexe et à des attitudes sexistes inconscientes ; participation aux argumentaires pour faire ouvrir un internat de filles dans un lycée technique polyvalent.

Actuellement au CA du CIDFF 35, j'ai pu participer à l'animation d'ateliers sur le respect dans les relations filles-garçons en collège, à des ateliers d'adultes sur les préjugés, l'articulation des temps professionnels, le partage des tâches domestiques, etc.

Par rapport à ce domaine, diriez-vous que le combat féministe a fait des progrès ou considérez-vous, comme Elisabeth Badinter par exemple, que nous assistons à une régression ?

Marie-Françoise Roy : A côté d'avancées évidentes, j'observe actuellement une certaine forme de régression : pas d'étudiantes en informatique (j'ai eu cette année un groupe de première année sans une seule fille) ; à l'Université, en mathématiques, beaucoup de femmes professeurs remplacées par des hommes lors de départs à la retraite. Et, dans les magasins, tous les jouets ont un sexe.

Marie-Paule Aude-Drouin : Oui, il y a de nombreux progrès notamment en droit privé et du travail, en matière de possibilités d'entrée dans presque tous les métiers, dans la place des femmes en politique, dans les associations, etc.
Mais je cite : deux points qui sont encore choquants : l'un, le maintien du «sexisme ordinaire», bons mots, phrases assassines, mépris envers les femmes en formation, au travail, dans la publicité, en politique, etc. Le deuxième, l'existence de «violences faites aux femmes». Deux des faits qui freinent les femmes, les filles, dans une bonne estime d'elles-mêmes et les empêchent d'affirmer pleinement leurs compétences.

D'une façon plus générale, que faudrait-il faire pour que l'égalité hommes-femmes fasse des progrès décisifs dans notre société ?

Marie-Françoise Roy : La domination masculine basée sur la peur de la force des femmes est un élément fondateur de notre civilisation. Les femmes comme les hommes ont à construire la confiance en eux mêmes et l'acceptation de l'autre. Ca sera très long. Je ne crois pas aux recettes miracles.

Marie-Paule Aude-Drouin

Marie-Paule Aude-Drouin : Il faut faire réfléchir aux attitudes, aux habitudes dans tous les moments de la vie politique, sociale, professionnelle, privée... pour une égalité de fait !
Cependant, je retiens surtout aujourd'hui deux points : travailler sur les raisons d'écarts de salaires femmes-hommes et introduire l'éducation à l'égalité de droit, au respect des filles comme des garçons, dès la très petite enfance, au sein des familles et à l'école.

Propos recueillis par
Sylvie Lefranc et Jean-Marie Lion

Cultures et Société

Polémique autour du film

«Le Baiser de la Lune»

Oui à la prévention de l'homophobie et de toutes les intolérances !

Un court-métrage poétique, réalisé par le rennais Sébastien Watel, racontant une relation amoureuse entre un poisson-chat et un poisson-lune : voilà l'objet du scandale pris pour cible il y a peu par la droite nationale et locale, avec Christine Boutin en porte-parole. Ce court-métrage, soutenu notamment par la Ville de Rennes, la Région Bretagne, la Ligue de l'Enseignement et plusieurs associations de parents d'élèves et d'enseignants, est destiné aux enfants de CM1-CM2 et vise, comme le prévoient les textes de l'Education Nationale et comme le conseillent les pédo-psychiatres, à parler de l'amour entre deux personnes du même sexe et à prévenir l'homophobie. Rappelons que le taux de suicide chez les jeunes homos est plus de dix fois supérieur au taux de suicide des jeunes en général et que les actes homophobes (agressions, meurtres…) sont toujours aussi nombreux et de plus en plus violents.

La polémique est venue de médias et de mouvements d'extrême droite avant de trouver écho à droite. Des dérapages et des amalgames scandaleux ont fleuri : les homosexuels feraient du «prosélytisme» et de l'incitation à la «pédophilie». Le ministre de l'Education Nationale Luc Chatel a suivi les mouvements ultra-conservateurs et a ainsi retiré son soutien au court-métrage, toujours en cours de montage et dont la sortie est prévue pour l'été. Le Parti Socialiste, par les voix de Sylvie Robert, Najat Belkacem et Bruno Julliard, secrétaires nationaux, a condamné cette décision.

Nous, socialistes, militants de progrès, tenons bon sur nos valeurs de respect et de fraternité. Face aux conservatismes rampants et aux tentatives de monter les gens les uns contre les autres, nous clamons haut et fort que l'éducation, dès l'école primaire car c'est ici que commencent à se construire les stéréotypes, est le meilleur moyen de prévenir toutes les formes de discriminations et d'intolérance et de favoriser un meilleur vivre ensemble.

Voir le site du film :
www.le-baiser-de-la-lune.fr

Erwann LE HÔ
et Marie-Anne CHAPDELAINE

BULLETIN D'ABONNEMENT

VOTRE ABONNEMENT À L'UNITÉ 35 ARRIVE À ÉCHÉANCE ?
UN BON RÉFLEXE : RÉABONNEZ-VOUS

BULLETIN À RENVOYER À L'UNITÉ 35 :
22, RUE DE LA CHALOTAIS - 35000 RENNES

NOM : _____

PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : |_|_|_|_|_|

VILLE : _____

(0,76 EUROS, LE NUMÉRO - 10 NUMÉROS PAR AN).
CHÈQUE À L'ORDRE DE L'ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE DE FINANCEMENT DU PARTI SOCIALISTE D'ILLE-ET-VILAINE (ADFPS 35)

Campagne d'adhésion

Adhérer au PS, c'est facile.

En quelques clics, devenez adhérent et rejoignez la première force d'alternance.

Débats, préparation du projet, mobilisations pour les valeurs de la gauche, rejoignez les milliers d'hommes et de femmes qui ont déjà fait le choix de s'engager.

C'est le moment d'agir.

Le PS, le parti du changement.

Avec plus de 200 000 adhérents, le PS est le premier parti de gauche. Engagé pour la justice, la solidarité, les libertés, le PS agit au service du progrès social. Démocratique et décentralisé il permet à chacun d'agir et de s'exprimer en son sein.

Cotisation, comment ça marche ?

La première année de cotisation est de 20 €.

Un barème de cotisation proportionnel aux revenus s'applique ensuite.

C'est ça aussi la justice sociale.

www.parti-socialiste.fr/agissons-ensemble/adherez-au-ps

Vous avez entre 15 et 29 ans, vous pouvez aussi rejoindre les Jeunes

www.jeunes-socialistes.fr/agissez/rejoignez-le-mjs/

MAISON DES SOCIALISTES

Talon à adresser à la Fédération
d'Ille-et-Vilaine du Parti Socialiste
22, rue de La Chalotais - 35000 Rennes

NOM : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

_____

Commune : _____

Je fais un don de..... euros par chèque libellé à l'ordre de l'ADFPS 35 pour aider à l'aménagement de la nouvelle **Maison des Socialistes** d'Ille-et-Vilaine du 22, rue de la Chalotais.
Je recevrai en 2011 un reçu fiscal spécifique pour cette contribution exceptionnelle.

Commission paritaire : 0505 P 10160 - **Dépôt légal :** N° 590 - Parti Socialiste, 22, rue de La Chalotais - 35000 RENNES
Directeur de la publication : Frédéric BOURCIER - **Responsable de la Rédaction :** Jean-François PICAUT - **Comité de lecture :** le Bureau Fédéral - Imprimerie Fédérale du Parti Socialiste d'Ille-et-Vilaine